

ROYAUME DE BELGIQUE

KONINKRIJK BELGIE

AVIS DU CONSEIL D'ETAT

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, quatrième chambre, saisi par le Ministre des Télécommunications, le 17 juillet 1998, d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassant pas un mois, sur un projet d'arrêté royal "réglant les délais et principes applicables aux négociations commerciales menées en vue de conclure des accords d'interconnexion et les modalités de publication de l'offre d'interconnexion de référence, et fixant les conditions à régler dans la convention d'interconnexion", a donné le 26 octobre 1998 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, vierde kamer, op 17 juli 1998 door de Minister van Telecommunicatie verzocht hem, binnen een termijn van ten hoogste een maand, van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "tot regeling van de termijnen en principes die van toepassing zijn op de commerciële onderhandelingen die worden gevoerd om interconnectieakkoorden te sluiten en de nadere regels voor publicatie van het referentieinterconnectieaanbod en tot vaststelling van de voorwaarden die geregeld moeten worden in de interconnectieovereenkomst", heeft op 26 oktober 1998 het volgende advies gegeven :

OBSERVATIONS PREALABLES

1. Pour l'examen du présent projet, il est supposé qu'il sera tenu compte des observations formulées à l'égard du projet d'arrêté royal "adaptant certaines dispositions de la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques aux directives de la Commission européenne (lire : l'Union européenne) et modifiant certaines dispositions de cette loi relatives au service universel" qui a fait l'objet de l'avis L. 28.065/4 donné le 30 septembre 1998, dans lequel il est recommandé de définir, avec la précision requise par l'annexe I de la directive 97/33/CE du Parlement européen et du Conseil du 30 juin 1997 relative à l'interconnexion dans le secteur des télécommunications en vue d'assurer un service universel et l'interopérabilité par l'application des principes de fourniture d'un réseau ouvert, les organismes qui ont des obligations spécifiques en matière d'interconnexion et d'accès aux réseaux lorsqu'ils sont qualifiés de puissants sur le marché.

2. Le projet contient plusieurs dispositions qui règlent des éléments de la procédure applicable devant la "Chambre pour l'Interconnexion, les lignes louées, l'accès spécial et l'utilisation partagée". Cette procédure fait également l'objet du "projet d'arrêté royal organisant la procédure devant la Chambre pour l'Interconnexion, les lignes louées, l'accès spécial et l'utilisation partagée", faisant l'objet de l'avis L. 28.068/4, donné ce jour sur un projet d'arrêté royal "organisant la procédure devant la Chambre pour l'Interconnexion, les lignes louées, l'accès

.../...

spécial et l'utilisation partagée, ainsi que le fonctionnement de celle-ci".

Sous réserve des observations fondamentales qui ont été formulées dans cet avis, il est constaté que la cohérence entre ces deux projets fait défaut, dès lors qu'il n'est pas possible de déterminer si leurs dispositions s'appliquent conjointement ou si le premier entend prévoir des règles dérogatoires au second. Tel est le cas par exemple des dispositions relatives au contenu de la demande, qui font l'objet des articles 6, 10 et 12 du présent projet et de l'article 2 du projet L. 28.068/4.

En toute hypothèse, certaines dispositions paraissent inconciliables. Ainsi, en va-t-il, par exemple, des délais prévus par le projet L. 28.068/4, dont la longueur enlève toute effectivité à la procédure prévue à l'article 11, § 2, du présent projet, qui vise à prolonger les délais de négociation des accords d'interconnexion.

OBSERVATIONS PARTICULIERES

Intitulé

Dans l'intitulé, il est préférable d'écrire :

"Arrêté royal fixant les délais et principes généraux applicables aux négociations commerciales menées en vue de conclure des accords d'interconnexion et les modalités de publication de l'offre d'interconnexion de référence, et

.../...

fixant les conditions à régler dans la convention d'inter-connexion".

Préambule

Alinéas 1er à 3

Dans ces alinéas, il convient de citer l'article, ou les articles, de chacune des directives visées qui est, ou qui sont, transposés par l'arrêté en projet.

Alinéa 2

Il convient de viser la directive 90/388/CEE de la Commission, du 28 juin 1990, relative à la concurrence dans les marchés des services de télécommunication, en la citant avec une minuscule, ainsi que de mentionner toutes les modifications qui lui ont été apportées antérieurement, c'est-à-dire en plus de la modification citée, les modifications apportées par les directives 94/46/CE du 13 octobre 1994, 95/51/CE du 18 octobre 1995 et 96/2/CE, du 16 janvier 1996.

Il convient par ailleurs de mentionner la dernière modification apportée à la directive visée en utilisant la référence complète de la directive modificatrice, soit "96/19/CE" au lieu de "96/19".

.../...

Alinéa 4

Il convient de mentionner les modifications antérieurement subies par les dispositions visées à titre de fondement légal.

On rédigera donc cet alinéa comme suit :

"Vu la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques, notamment l'article 79ter, inséré par la loi du 19 décembre 1997, et l'article 109ter, inséré par la loi du 20 décembre 1995 et modifié par la loi du 19 décembre 1997;"

Au cas où l'article 79ter viendrait à être modifié entre-temps, il conviendrait également d'en faire mention.

DispositifArticle 1er

1. La définition qui figure au 1° est à omettre. Il est plus simple de citer la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises économiques avec sa date et son intitulé complet la première fois qu'il en est fait mention dans le dispositif, et de la citer ensuite en faisant usage des mots "loi du 21 mars 1991 précitée". Comme il n'est renvoyé à cette loi qu'à peu d'endroits du projet, ce procédé est en effet le plus approprié.

.../...

2. Les définitions énoncées sous les 2°, 3° et 5° figurent déjà dans la loi du 21 mars 1991 précitée et seront dès lors omises, de même que celle figurant sous le 4° qui ne s'écarte pas du sens commun.

3. Au 6°, la définition de l'"offre d'interconnexion de référence" serait mieux formulée comme suit :

"...° offre technique et tarifaire d'interconnexion visée à l'article 109ter, § 4, alinéa 1er, de la loi;".

Article 2

Cet article est à omettre car superflu. Une disposition dans laquelle est formulée l'objet d'un arrêté est en effet dépourvue de portée normative. La fixation de cet objet découle déjà à suffisance des autres dispositions du texte en projet et de son intitulé. S'il est vrai que synthétiser cet objet en une phrase peut s'avérer utile pour la compréhension du texte, une telle précision trouve sa place dans le rapport au Roi, non dans le dispositif.

Il y aura lieu de revoir la numérotation des autres articles en conséquence.

.../...

Article 3

Cette disposition manque de fondement légal. Il est renvoyé à cet égard à l'observation formulée sous l'article 9, devenant l'article 6, du projet ayant fait l'objet de l'avis L. 28.065/4 précité.

Au surplus, il y a lieu de se conformer à la terminologie de l'article 6, c), de la directive 97/33/CE déjà citée et de prévoir les modalités pratiques de mise à disposition dans le respect de l'article 14 de la même directive.

Article 8

A l'alinéa 1er, il convient d'écrire "pour conclure un accord d'interconnexion" au lieu de "pour arriver à un accord d'interconnexion par le biais de négociations commerciales".

2. Dans l'alinéa 2, les mots "constitue un délai de base et" sont à omettre.

Comme l'article 12 prévoit également des modalités relatives à la prorogation du délai, il conviendrait d'écrire "des articles 11 et 12". La même observation vaut pour l'article 9, § 1er (devenant l'alinéa 1er).

.../...

Article 10

Cette disposition serait mieux rédigée comme suit :

"Art. La demande d'intervention de la Chambre prévue à l'article ... lui est adressée par lettre recommandée et contient les informations suivantes :

(1° à 6° comme dans le projet en ajoutant un article défini au début de chacun des six points);

7° dans le cas visé à l'article 9 (1), alinéa 2, les raisons de considérer que les parties n'arriveront pas à conclure un accord dans le délai prévu à l'article 8 (1);

8° dans le cas visé à l'article 9 (1), alinéa 3, la preuve du refus d'une partie d'engager les négociations.".

Article 13

Cette disposition prévoit que lorsque les parties ne peuvent conclure un accord, la partie à laquelle la demande d'interconnexion a été adressée doit faire une offre, que la Chambre peut modifier et, après avoir entendu les parties, lui "conférer le statut d'accord d'intercon-

(1) Le numéro de ces articles est à adapter.

nexion provisoire", qui reste en vigueur jusqu'à ce que les parties concluent un accord d'interconnexion définitif.

Cette disposition appelle une observation semblable à celle qui a été formulée sous l'observation générale n° 1 formulée dans l'avis L. 28.068/4 donné ce même jour.

Article 14

La référence faite, dans l'alinéa 1er, à l'article 11, § 1er, soulève des difficultés d'interprétation. En effet, ce paragraphe n'impose pas de limite à la prorogation du délai que les parties peuvent décider d'un commun accord. On ne perçoit pas du reste pourquoi une telle prorogation devrait être limitée lorsqu'il s'agit d'une modification de l'accord, alors qu'elle ne l'est pas dans le cas de la négociation initiale.

Articles 15 à 21

Ces dispositions suscitent plusieurs observations.

Tout d'abord, il est impossible d'appliquer les délais qui y sont prévus, dès lors que leurs points de départ et d'arrivée reposent sur des éléments indéterminés.

Ainsi, par exemple, comment l'Institut pourrait-il connaître la date à laquelle il doit faire part de ses observations ou des modifications à apporter à l'offre d'interconnexion de référence, dès lors qu'il doit le faire

.../...

un mois avant la date de publication de l'offre et que celle-ci est laissée à la discrétion de l'organisme puissant sur le marché pourvu qu'elle intervienne avant le 1er décembre ?

D'autre part, l'article 21 prévoit que l'offre d'interconnexion de référence est valable pour l'année civile qui suit l'année de publication. Combinée avec les délais prévus aux articles 15 et 17, il s'en déduit que l'organisme devrait rédiger son offre de référence d'une année déterminée au plus tard le 1er août de l'année précédente, et qu'il resterait tenu par cette offre sans pouvoir la modifier.

Cette exigence est tout à fait exorbitante. L'article 7 de la directive 97/33/CE exige seulement que "l'autorité réglementaire" examine les offres d'interconnexion de référence publiées et ait la possibilité d'imposer des modifications, le cas échéant avec effet rétroactif.

Pour assurer la transposition de cette directive l'article 109ter, § 4, de la loi du 21 mars 1991 précitée prévoit une approbation préalable par l'I.B.P.T. de l'offre de référence. Si l'on peut admettre que l'approbation préalable soit conforme à l'objectif de la directive tout en évitant ainsi des modifications rétroactives, sources d'insécurité juridique, les modalités de publication que le Roi peut arrêter en exécution de cette disposition légale ne peuvent aboutir à empêcher une entreprise de modifier autant de fois qu'elle le souhaite son offre de référence, pour autant que ces modifications recueillent l'assentiment de l'Institut et qu'elles soient publiées.

.../...

Par ailleurs, la directive 97/33 précitée, en son article 14, exige que cette offre de référence soit "publiée de manière appropriée afin que les parties y aient aisément accès". Une simple communication au Moniteur signalant que les opérateurs peuvent adresser une demande à l'organisme puissant pour "prendre connaissance" de l'offre d'interconnexion ne paraît pas suffisante à cet égard, les parties intéressées pouvant toujours se heurter à un manque d'empressement, voire à une mauvaise volonté, de l'auteur de l'offre.

Pour assurer la transposition correcte de cette directive, il conviendrait de prévoir que l'information nécessaire doit être disponible auprès de l'I.B.P.T.

Enfin, l'article 16, qui prévoit "une consultation publique" au sujet du projet d'offre de référence est laconique. Il ne fait pas apparaître clairement quelle est la portée de cette consultation et quelles en sont les modalités. Le rapport au Roi est plus explicite sur ce point. L'article 16 devrait être mieux rédigé.

Ces dispositions des articles 15 à 21 doivent être fondamentalement revues pour tenir compte de ces observations.

Article 22

Dans les mots introductifs de l'énumération qui figure dans cet article, il conviendrait d'écrire "les conditions techniques et financières suivantes sont au moins

.../...

fixées dans les conventions d'interconnexion" au lieu de "au moins les conditions techniques et financières suivantes sont fixées dans les accords d'interconnexion".

Comme expliqué dans le rapport au Roi, l'article 22 du projet contient la liste des sujets à faire figurer dans les accords d'interconnexion, cette liste étant "basée sur l'annexe VII, 2e partie, de la directive 97/33/CE". La liste de l'article 22 ne reprend cependant pas l'ordre des points qui figurent dans l'annexe VII de cette directive. Il serait préférable de suivre cet ordre (1).

(1) Tableau de correspondance :

<u>Points de l'annexe VII, deuxième partie de la directive 97/33/CE :</u>	<u>Points de l'article 22 du projet :</u>
a)	7°
b)	1°
c)	14°
d)	15°
e)	16°
f)	18°
g)	3°
h)	6°
i)	8°
j)	sans équivalent
k)	2°
l)	13°
m)	17°
n)	9°
o)	19°
p)	12°
q)	10°
r)	4°
s)	5°
sans équivalent	11°

.../...

Enfin, la question se pose de savoir s'il ne conviendrait pas de prévoir que la structure des accords d'interconnexion doit reproduire la structure de l'énumération qui figure à l'article 22, afin de faciliter la recherche des données dans ces accords.

OBSERVATIONS FINALES DE LEGISTIQUE

1. Division du texte en chapitres

Il ne se justifie pas de consacrer un chapitre - le chapitre premier - ne comportant que deux articles, à des définitions, dont plusieurs sont par ailleurs superflues, et à la fixation de l'objet du texte, qui est également superflue. En conséquence, l'on intégrera le chapitre premier dans le chapitre qui suit, en veillant à adapter en ce sens l'intitulé de celui-ci.

Il ne se justifie pas de consacrer un chapitre - le chapitre IV - qui ne comporte qu'un seul article, à la liste des informations qui figurent dans les accords d'interconnexion. Cette disposition pourrait être insérée dans le chapitre II du projet.

2. Ordre des chapitres

D'un point de vue chronologique, la publication de l'offre d'interconnexion de référence précède la négociation commerciale d'interconnexion. Il serait dès lors préférable de faire figurer le chapitre relatif à la publication de

.../...

cette offre avant le chapitre consacré aux négociations commerciales.

3. Numérotage des chapitres et sections

Le numérotage du premier chapitre d'un texte, ou de la première section d'un chapitre se fait en toutes lettres. Il convient d'écrire respectivement "Chapitre premier" et "Section première" au lieu de "Chapitre Ier" et "Section 1re".

4. Autres observations

1°) Il n'y a lieu de diviser un article en paragraphes que lorsqu'au moins l'un de ces derniers comporte plusieurs alinéas. En conséquence, l'on omettra la division en paragraphes qui figure dans cet article. Cette observation vaut pour les articles 3 et 9.

2°) A l'article 7, alinéa 2, il convient d'ajouter un article défini au début de chacun des points de l'énumération, ainsi que de terminer le dernier de ceux-ci par un point, et non par un point-virgule. L'article 22 appelle la même observation.

3°) Dans l'ensemble du projet, il convient d'omettre les mots "du présent arrêté" et "du présent article", lorsqu'il y est fait référence.

.../...

4°) A l'article 8, alinéa 1er, il convient d'écrire le délai en toutes lettres. La même observation vaut pour les délais mentionnés aux articles 9, 11 et 14 du projet.

OBSERVATION FINALE CONCERNANT
LE TEXTE NEERLANDAIS DU PROJET

Le texte du projet devrait être rédigé en tenant compte des observations qui sont faites dans la version néerlandaise, in fine, du présent avis.

VOORAFGAANDE OPMERKINGEN

1. Voor het onderzoek van het onderhavige ontwerp wordt aangenomen dat aandacht besteed zal worden aan de opmerkingen die gemaakt zijn over het ontwerp van koninklijk besluit "tot aanpassing van sommige bepalingen van de wet van 21 maart 1991 betreffende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven aan de richtlijnen van de Europese Commissie (lees : de Europese Unie) en tot wijziging van sommige bepalingen van die wet met betrekking tot de universele dienstverlening", over welk ontwerp advies L. 28.065/4 handelt, dat op 30 september 1998 gegeven is, waarin gesteld wordt dat de organisaties moeten worden gedefinieerd die aan specifieke verplichtingen ten aanzien van interconnectie en toegang tot de netwerken moeten voldoen indien ze worden beschouwd als beschikkend over een aanmerkelijke macht op de markt, met dezelfde nauwkeurigheid als in bijlage I bij richtlijn 97/33/EG van het Europees Parlement en de Raad van 30 juni 1997 inzake interconnectie op telecommunicatiegebied, wat betreft de waarborging van de universele dienst en van de interoperabiliteit door toepassing van de beginselen van Open Network Provision.

2. Het ontwerp bevat verschillende bepalingen die onderdelen regelen van de procedure die gevolgd moet worden voor de "Kamer voor Interconnectie, huurlijnen, bijzondere toegang en gedeeld gebruik". Die procedure komt ook aan bod in het "ontwerp van koninklijk besluit houdende de procedure voor de Kamer voor Interconnectie, huurlijnen, bijzondere toegang en gedeeld gebruik", waarover advies L. 28.068/4

.../...

handelt, dat heden uitgebracht is over een ontwerp van koninklijk besluit "houdende de werking van en de procedure voor de Kamer voor Interconnectie, huurlijnen, bijzondere toegang en gedeeld gebruik".

Onder voorbehoud van de inhoudelijke opmerkingen die in dat advies gemaakt zijn, wordt vastgesteld dat er geen samenhang bestaat tussen die twee ontwerpen, doordat niet kan worden nagegaan of de bepalingen ervan samen van toepassing zijn, dan wel of het eerste ontwerp ertoe strekt regels te bepalen die van het tweede ontwerp afwijken. Dit is bijvoorbeeld het geval met de bepalingen betreffende de inhoud van de aanvraag of het verzoek, waarover de artikelen 6, 10 en 12 van het onderhavige ontwerp en artikel 2 van ontwerp L. 28.068/4 handelen.

Hoe dan ook lijken sommige bepalingen onverenigbaar. Dat is bijvoorbeeld het geval met de in ontwerp L. 28.068/4 bepaalde termijnen, waarvan de duur iedere werkzaamheid ontnemt aan de procedure bepaald bij artikel 11, § 2, van het onderhavige ontwerp, welk artikel ertoe strekt de termijnen om te onderhandelen over interconnectie-akkoorden te verlengen.

BIJZONDERE OPMERKINGEN

Opschrift

Het opschrift zou beter als volgt luiden :

.../...

"Koninklijk besluit tot vaststelling van de termijnen en de algemene principes van toepassing op de handelsbesprekingen die worden gevoerd om interconnectieakkoorden te sluiten en tot vaststelling van de nadere regels voor publicatie van het referentie-interconnectieaanbod en tot vaststelling van de voorwaarden die in de interconnectieovereenkomst geregeld moeten worden".

Aanhef

Eerste tot derde lid

Die leden dienen aan te geven welk artikel of welke artikelen van elk van de genoemde richtlijnen door het ontworpen besluit wordt, respectievelijk worden omgezet.

Tweede lid

In de Franse tekst behoort derwijze naar richtlijn 90/388/EEG van de Commissie van 28 juni 1990 betreffende de mededinging op de markten voor telecommunicatiediensten te worden verwezen dat het woord "Directive" met een kleine letter geschreven wordt. Bovendien de geciteerde wijziging behoren alle wijzigingen die tevoren in de richtlijn aangebracht zijn te worden vermeld, namelijk de wijzigingen aangebracht door de richtlijnen 94/46/EG van 13 oktober 1994, 95/51/EG van 18 oktober 1995 en 96/2/EG van 16 januari 1996.

.../...

Om te verwijzen naar de laatste wijziging die in de genoemde richtlijn aangebracht is, behoort de wijzigingsrichtlijn overigens volledig te worden vermeld, namelijk "96/19/EG" in plaats van "96/19".

Vierde lid

Er behoort melding te worden gemaakt van de wijzigingen die voorheen aangebracht zijn in de bepalingen waar als rechtsgrond naar verwezen wordt.

Dat lid dient derhalve geredigeerd te worden als volgt :

"Gelet op de wet van 21 maart 1991 betreffende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven, inzonderheid op artikel 79ter, ingevoegd bij de wet van 19 december 1997, en op artikel 109ter, ingevoegd bij de wet van 20 december 1995 en gewijzigd bij de wet van 19 december 1997;"

Ingeval artikel 79ter intussen gewijzigd zou worden, behoort hiervan eveneens melding te worden gemaakt.

Bepalend gedeelte

Artikel 1

1. De definitie in onderdeel 1° dient te vervallen. Het is eenvoudiger de wet van 21 maart 1991 betreffende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven te

.../...

vermelden met de datum en het volledige opschrift ervan de eerste maal dat er sprake van is in het dispositief en ze vervolgens te citeren met de woorden "voormelde wet van 21 maart 1991". Die werkwijze is immers het meest geschikt, aangezien in het ontwerp weinig naar die wet verwezen wordt.

2. De definities die in de onderdelen 2°, 3° en 5° gegeven worden komen reeds voor in de voormelde wet van 21 maart 1991 en behoren derhalve te vervallen. Ook de in onderdeel 4° opgenomen definitie, die niet van de gewone betekenis afwijkt, moet vervallen.

3. In onderdeel 6° zou de definitie van "referentie-interconnectieaanbod" beter gesteld worden als volgt :

"...° een technisch en tarifair interconnectieaanbod bedoeld in artikel 109ter, § 4, eerste lid, van de wet;"

Artikel 2

Dit artikel is overbodig en behoort derhalve te vervallen. Een bepaling waarin de strekking van een besluit verwoord wordt, heeft immers geen regelgevende betekenis. De strekking blijkt reeds voldoende uit de overige bepalingen van de ontworpen tekst en het opschrift ervan. Al is het zo dat voor een goed begrip van de tekst het nuttig kan blijken die strekking in één zin samen te vatten, hoort zulk een vermelding thuis in het verslag aan de Koning, niet in het dispositief.

.../...

De overige artikelen behoren dienovereenkomstig te worden vernummerd.

Artikel 3

Die bepaling mist rechtsgrond. In dit verband wordt verwezen naar de opmerking die gemaakt is over artikel 9, dat artikel 6 wordt, van het ontwerp waarover het voormelde advies L. 28.065/4 uitgebracht is.

Bovendien moet men zich houden aan de terminologie van artikel 6, c), van de reeds vermelde richtlijn 97/33/EG en behoort met inachtneming van artikel 14 van dezelfde richtlijn een praktische regeling voor het beschikbaar stellen van informatie te worden getroffen.

Artikel 8

In het eerste lid dient te worden geschreven "om een interconnectieakkoord te sluiten" in plaats van "om via commerciële onderhandelingen tot een interconnectieakkoord te komen".

2. In het tweede lid behoren de woorden "geldt als basistermijn en" te vervallen.

Aangezien artikel 12 eveneens voorziet in nadere regels voor verlenging van de termijn, behoort te worden geschreven : "van de artikelen 11 en 12". Dezelfde opmerking geldt voor artikel 9, § 1 (dat het eerste lid wordt).

.../...

Artikel 10

De inleidende zin zou beter als volgt gesteld worden :

"Art. Het in artikel ... bedoelde verzoek om tussenkomst van de Kamer wordt bij aangetekende brief aan de Kamer gericht en bevat de volgende inlichtingen :".

In de onderdelen 1° tot 6° behoort aan het begin van de zin het bepaald lidwoord te worden toegevoegd. Voorts schrijve men in onderdeel 5° "waarover" in plaats van "waarvoor" en in onderdeel 6° : "... waarover nog geen overeenstemming bestaat alsmede van de standpunten die de partijen ten aanzien van die onderwerpen innemen.".

De onderdelen 7° en 8° zouden aldus gesteld moeten worden :

7° in het geval bedoeld in artikel 9 (1), tweede lid, de redenen om aan te nemen dat de partijen geen overeenstemming zullen bereiken binnen de in artikel 8 (1) bepaalde termijn;

8° in het geval bedoeld in artikel 9 (1), derde lid, het bewijs van de weigering van een partij om de onderhandelingen te beginnen.".

(1) Die artikelen behoren te worden vernummerd.

Artikel 13

Dit artikel stelt dat wanneer de partijen er niet in slagen een akkoord te sluiten, de partij aan wie het verzoek om interconnectie gericht is een aanbod moet doen, dat door de Kamer kan worden gewijzigd, en dat deze, na de partijen gehoord te hebben, aan dat aanbod "het statuut van voorlopig interconnectieakkoord (kan) verlenen", welk akkoord van kracht blijft tot de partijen een definitief interconnectieakkoord sluiten.

Over die bepaling behoort een soortgelijke opmerking te worden gemaakt als die welke in algemene opmerking nr. 1 in het heden uitgebrachte advies L. 28.068/4 gemaakt is.

Artikel 14

De verwijzing in het eerste lid naar artikel 11, § 1, doet interpretatieproblemen rijzen. In die paragraaf wordt immers geen beperking opgelegd inzake de verlenging van de termijn die de partijen in gemeen overleg mogen vastleggen. Het is overigens niet duidelijk waarom zulk een verlenging beperkt zou moeten worden wanneer het om een wijziging van het akkoord gaat, terwijl die verlenging niet beperkt wordt wanneer het om de eerste bespreking gaat.

.../...

Artikelen 15 tot 21

Die bepalingen geven aanleiding tot verschillende opmerkingen.

In de eerste plaats kunnen de erin vastgestelde termijnen niet worden toegepast, doordat niet vaststaat wanneer ze ingaan en aflopen.

Zo bijvoorbeeld rijst de vraag hoe het Instituut zou kunnen weten op welke datum het zijn opmerkingen of de in het referentie-interconnectieaanbod aan te brengen wijzigingen kenbaar moet maken, aangezien het dat moet doen één maand vóór de publicatie van het aanbod en deze publicatie overgelaten wordt aan de organisatie met een sterke marktpositie, mits die plaatsheeft vóór 1 december ?

Bovendien wordt in artikel 21 gesteld dat de referentie-interconnectieaanbieding geldig is voor het kalenderjaar dat op het jaar van publicatie volgt. In samenhang met de termijnen bepaald in de artikelen 15 en 17, volgt hieruit dat de organisatie haar referentieaanbod voor een bepaald jaar uiterlijk op 1 augustus van het voorgaande jaar zou moeten opmaken, en dat ze door dat aanbod gebonden zou blijven zonder het te mogen wijzigen.

Dat vereiste is volstrekt overdreven. Artikel 7 van richtlijn 97/33/EG vereist alleen dat de "regelgevende instantie" de gepubliceerde referentie-interconnectieaanbiedingen onderzoekt en de mogelijkheid heeft om wijzigingen op te leggen, in voorkomend geval met terugwerking.

.../...

Met het oog op omzetting van die richtlijn voorziet artikel 109ter, § 4, van de voormelde wet van 21 maart 1991 in een voorafgaande goedkeuring van het referentieaanbod door het B.I.P.T. Al kan aangenomen worden dat die voorafgaande goedkeuring conform het doel van de richtlijn is en dat aldus terugwerkende wijzigingen voorkomen worden, die oorzaak van rechtsonzekerheid zijn, mogen de nadere regels voor publicatie die de Koning ter uitvoering van die wetsbepaling kan geven, er niet toe leiden dat een onderneming verhinderd wordt zoveel als ze dat wenst haar referentieaanbod te wijzigen, op voorwaarde dat die wijzigingen de goedkeuring van het Instituut wegdragen en gepubliceerd worden.

In artikel 14 van de voormelde richtlijn 97/33 wordt bovendien vereist dat dat referentieaanbod "op een geschikte wijze wordt gepubliceerd zodat de betrokken partijen gemakkelijke toegang tot die informatie hebben". Een loutere overzending aan het Staatsblad met de melding dat de operatoren een aanvraag kunnen richten tot de organisatie met een sterke marktpositie om "kennis te nemen" van het interconnectieaanbod, lijkt in dit verband niet te volstaan, omdat de betrokken partijen altijd geconfronteerd kunnen worden met een gebrek aan bereidwilligheid, zelfs met onwil, van degene die het aanbod doet.

Voor een correcte omzetting van die richtlijn zou moeten worden bepaald dat de noodzakelijke informatie beschikbaar moet zijn bij het B.I.P.T.

.../...

Tenslotte is artikel 16 van het ontwerp van referentieaanbod karig met woorden, voor zover het voorziet in een "openbare raadpleging" over het ontwerp van referentieaanbod. Uit het artikel blijkt niet duidelijk welk doel die raadpleging heeft en hoe ze verloopt. Het verslag aan de Koning is op dit punt explicieter. Artikel 16 zou beter geredigeerd moeten worden.

Om aan die opmerkingen tegemoet te komen, behoren de bepalingen van de artikelen 15 tot 21 grondig te worden herzien.

Artikel 22

De zin die de opsomming in dat artikel inleidt, zou aldus gesteld moeten worden :

"Overeenkomstig artikel 109ter, § 5, van de wet zouden ten minste in de interconnectieakkoorden de hierna volgende technische en financiële voorwaarden vastgesteld moeten worden :".

Zoals gepreciseerd wordt in het verslag aan de Koning, bevat artikel 22 van het ontwerp de opsomming van onderwerpen die in de interconnectieakkoorden moeten worden opgenomen, waarbij die opsomming "gebaseerd is op bijlage VII, deel 2, bij richtlijn 97/33/EG". In de opsomming van artikel 22 wordt evenwel niet de volgorde in acht

.../...

genomen van de punten die voorkomen in bijlage VII bij die richtlijn. Het zou verkieselijk zijn die volgorde over te nemen (1) .

Tenslotte rijst de vraag of niet moet worden bepaald dat de structuur van de interconnectieakkoorden moet overeenstemmen met die van de opsomming in artikel 22, teneinde het opzoeken van gegevens in die akkoorden te vergemakkelijken.

(1) Overeenstemmingstabel :

Punten van bijlage VII,
deel 2 bij
richtlijn 97/33/EG :

Punten van artikel 22
van het ontwerp :

a)	7°
b)	1°
c)	14°
d)	15°
e)	16°
f)	18°
g)	3°
h)	6°
i)	8°
j)	zonder equivalent
k)	2°
l)	13°
m)	17°
n)	9°
o)	19°
p)	12°
q)	10°
r)	4°
s)	5°
zonder equivalent	11°

.../...

WETGEVINGSTECHNISCHE SLOTOPMERKINGEN

1. Indeling van de tekst in hoofdstukken

Er is geen reden om een afzonderlijk hoofdstuk - hoofdstuk I - dat slechts twee artikelen bevat, te besteden aan definities, waarvan er bovendien verschillende overbodig zijn, en aan het vastleggen van de strekking van de tekst, wat eveneens overbodig is. Dientengevolge behoort hoofdstuk I te worden opgenomen in het volgende hoofdstuk, en dient er tegelijkertijd op te worden toegezien dat het opschrift van het laatstgenoemde in die zin aangepast wordt.

Het is niet verantwoord een uit één artikel bestaand hoofdstuk - hoofdstuk IV - te wijden aan de opsomming van inlichtingen die in de interconnectieakkoorden voorkomen. Die bepaling zou kunnen worden ingevoegd in hoofdstuk II van het ontwerp.

2. Volgorde van de hoofdstukken

Chronologisch gaat de publicatie van het referentie-interconnectieaanbod vooraf aan de handelsbesprekingen met het oog op interconnectie. Het is dan ook verkieslijk het hoofdstuk betreffende de publicatie van dat aanbod te laten voorafgaan aan dat over de handelsbesprekingen.

.../...

3. Nummering van hoofdstukken en afdelingen

In het Frans wordt het eerste hoofdstuk van een tekst, of de eerste afdeling van een hoofdstuk, voluit genummerd. Er dient respectievelijk "Chapitre premier" en "Section première" te worden geschreven, in plaats van "Chapitre Ier" en "Section 1re".

4. Andere opmerkingen

1°) Een artikel mag alleen in paragrafen ingedeeld worden wanneer minstens een van die paragrafen verschillende leden bevat. Dientengevolge behoort de indeling in paragrafen in dat artikel te vervallen. Die opmerking geldt voor de artikelen 3 en 9.

2°) In artikel 7, tweede lid, dient een bepaald lidwoord te worden ingevoegd vóór elk van de zes punten van de opsomming. Achter het laatste punt van de opsomming behoort een punt en geen puntkomma te worden geplaatst. Over artikel 22 behoort dezelfde opmerking te worden gemaakt.

3°) In geheel het ontwerp dienen de woorden "van dit besluit" en "van dit artikel" te vervallen, wanneer ernaar verwezen wordt.

4°) In artikel 8, eerste lid, behoort de termijn in letters te worden geschreven. Dezelfde opmerking geldt voor de termijnen die in de artikelen 9, 11 en 14 van het ontwerp vermeld worden.

.../...

SLOTOPMERKINGEN OVER DE NEDERLANDSE TEKST VAN HET ONTWERP

Verscheidene bepalingen zijn zeer slordig gesteld : ze vertonen taalfouten, worden gekenmerkt door inconsequent of verkeerd woordgebruik of zijn op zijn minst om stilistische of andere redenen voor verbetering vatbaar. Bij wijze van voorbeeld en onder voorbehoud van de vorenstaande inhoudelijke opmerkingen worden hierna enige tekstvoorstellen gedaan :

Aanhef

In het tweede lid zou het woord "laatst" vervangen moeten worden door het woord "laatstelijk", dat in de wetgevingstechniek gebruikelijk is.

In het vierde lid schrijve men "artikelen", in plaats van "artikels", zoals dat in de wetgevingstechniek gebruikelijk is. Deze opmerking geldt voor heel het ontwerp.

Bepalend gedeelteArtikel 4

De tweede zin zou aldus gesteld moeten worden : "Ze dienen op geïnterconnecteerde organisaties die in gelijkwaardige omstandigheden soortgelijke diensten aanbieden, vergelijkbare voorwaarden toe te passen en aan andere ...".

.../...

Artikel 6

In paragraaf 3, eerste lid, zou het onbepaald lidwoord "een" vóór het woord "tussenkost" moeten vervallen. In het tweede lid is de wending "die het nuttig acht", fout. In het derde lid zijn de wendingen "zijn beslissing", "waaroer het op dat ogenblik beschikt" eveneens fout. Ten slotte moet op de voorlaatste regel het woord "deze" vervangen worden door het woord "die".

Artikel 7

In het eerste lid zou geschreven moeten worden : "... met het oog op het verkrijgen van ... vergunning ofwel aan de reglementaire voorwaarden voldoet ...". In het tweede lid, 3°, is er een discrepantie tussen de Nederlandse en de Franse tekst; in de Nederlandse tekst staat : "haar activiteiten en de soort diensten", in de Franse : "de ses activités ou du type de services".

Artikel 8

De uitdrukking "tot een akkoord komen", die doorgaans geacht wordt niet tot de standaardtaal te behoren, zou door een andere geschikte uitdrukking vervangen moeten worden. Deze opmerking geldt voor heel het ontwerp.

.../...

Artikel 9

Aan het eind van de paragrafen 2 en 3, die het tweede en het derde lid worden, behoort telkens "af te hoeven wachten" te worden geschreven, in plaats van "af te moeten wachten".

Artikel 11

In paragraaf 1 zou de uitdrukking "in onderling akkoord" vervangen moeten worden door de uitdrukking "in gemeenschappelijk overleg" of door een andere correcte uitdrukking.

In paragraaf 2, vierde lid, zijn de woorden "in huidige paragraaf" dubbel fout. In de eerste plaats omdat het lidwoord "de" ontbreekt, in de tweede plaats omdat het begrip "huidige" staat tegenover het begrip "vroegere" of het begrip "toekomstige", wat hier niet aan de orde is. Bedoeld wordt : "deze paragraaf". Ten slotte wordt erop gewezen dat het begrip "accord d'interconnection" in het ontwerp nu eens door "interconnectieakkoord" wordt weergegeven, dan weer door "interconnectieovereenkomst". De laatste term is ook die welke in richtlijn 97/33/EG van 30 juni 1997 gebezigd wordt. Een zelfde terminologische verwarring heerst in verband met het begrip "offre d'interconnection", dat nu eens door "interconnectieaanbod" vertaald wordt, dan weer door "interconnectieaanbieding". De laatste term is ook gebruikelijk in de zo-even genoemde richtlijn 97/33/EG.

.../...

De slotsom is dan ook dat de tekst van het ontwerp in zijn geheel herzien zou moeten worden op taalkundig en terminologisch gebied.

La chambre était composée de

De kamer was samengesteld uit

Messieurs
de Heren

R. ANDERSEN,

président de chambre,
kamervoorzitter,

C. WETTINCK,
P. LIENARDY,

conseillers d'Etat,
staatsraden,

J. van COMPERNOLLE,

J.-M. FAVRESSE,

assesseurs de la
section de législation,
assessoren van de
afdeling wetgeving,

Madame
Mevrouw

M. PROOST,

greffier,
griffier.

Le rapport a été présenté par
M. L. DETROUX, auditeur adjoint.
La note du Bureau de coordination a
été rédigée et exposée par
M. C. AMELYNCK, référendaire
adjoint.

Het verslag werd uitgebracht
door de H. L. DETROUX, adjunct-
auditeur. De nota van het Coör-
dinatiebureau werd opgesteld
en toegelicht door de
H. C. AMELYNCK, adjunct-
referendaris.

La concordance entre la version
française et la version néerlandai-
se a été vérifiée sous le contrôle
de M. R. ANDERSEN.

De overeenstemming tussen de
Franse en de Nederlandse tekst
werd nagezien onder toezicht van
de H. R. ANDERSEN.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

M. PROOST

R. ANDERSEN